

Compte-rendu de la commission recherche du 31 mai 2016

Emmanuel Lesigne ouvre la séance à 14h10

L'ordre du jour est le suivant :

1. Désignation des personnalités extérieures membres de la commission recherche
2. Retour sur les auditions des porteurs de projet d'entité de recherche
3. Constitution du bureau de la commission recherche
4. Examen des réponses à l'appel à projet « Petits équipements »
5. Représentants de la commission recherche au sein du CAC de la ComUE
6. Questions diverses

1. Désignation des personnalités extérieures membres de la commission recherche

La composition de la commission recherche prévoit la désignation de 6 membres extérieurs. Traditionnellement, les 4 grands organismes de recherche présents en Région Centre-Val de Loire, ainsi que l'Etat et la Région sont représentés.

Ainsi, le Conseil d'Administration du 30 mai a désigné :

- Pour l'INSERM, Marianne Desmedt
- Pour le CNRS, Eric Buffenoir
- Pour le CEA, Philippe Foucher
- Pour l'INRA, Michel Duclos
- Pour l'Etat, Marc Guerin
- Pour la Région, Nicolas Dubouloz

2. Retour sur les auditions des porteurs de projet d'entité de recherche

Suite aux auditions des porteurs de projet d'entité de recherche (35 unités et 8 fédérations) qui se sont déroulées en mars-avril, Emmanuel Lesigne propose de faire un point sur les orientations qui se dégagent :

1°) La plupart des équipes ont déjà un projet clair et une équipe de direction future identifiée. Quelques questions subsistent sur le renouvellement, le périmètre ou le porteur de projet. Des questions restent posées pour 6 unités et 3 fédérations.

2°) On observe peu d'évolutions sur la carte des unités. Les principaux changements reposent sur quelques points :

- la demande de reconnaissance comme EA (équipe d'accueil) de deux équipes émergentes à savoir : l'équipe EES (Education Ethique Santé) et PRIM (Pratiques et ressources de l'information et des médiations),
- les 3 unités de juristes (LERAP, CRDP et GERCIE) se regroupent au sein de l'IRJI (Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire),
- un projet d'unité Inserm Poitiers-Tours intégrant EA 4245 CDG (Cellules Dendritiques et Greffes) est avancé,
- une équipe autonome de chimie thérapeutique s'extrait de l'UMR Inra « Infectiologie et Santé Publique » pour devenir l'EA SIMBA (Synthèse et Isolement de Molécules BioActives)

3°) Le constat et la volonté d'une collaboration forte avec l'université de Poitiers sont revenus dans de nombreux exposés.

4°) Une des « faiblesses » qui a été régulièrement pointée dans les exposés, est le manque de personnel en support administratif, et le niveau du financement récurrent.

5°) Beaucoup d'équipes annoncent une forte progression du nombre et de la qualité de leurs publications. Aucune n'annonce une baisse.

6°) En SHS, se manifeste à nouveau un besoin d'aide à la traduction pour publier en anglais. Une réflexion en interne devra être menée sur les ressources et outils dont on dispose.

7°) Dans les présentations, on observe que les contrats industriels, les brevets et les liens avec des start-up sont davantage mis en avant et que ces aspects sont devenus importants dans le bilan des unités. Ce qui correspond à un des axes forts qui sera observé par l'HCERES.

8°) L'ouverture à l'international a souvent été soulignée par la présentation de projets ou de collaborations structurés avec des universités étrangères. La politique de « chercheurs invités » apparaît dans ce cadre comme un outil très utile.

9°) Les structures particulières portées par l'université comme les CETU, les CER ou les PST (Plateforme Scientifique et Technique) sont intégrées dans les bilans des unités de manière très disparate.

10°) Les besoins non satisfaits en bio-informatique du côté ingénierie comme du côté recherche et la difficulté à recruter des doctorants et des chercheurs en bio-informatique et modélisation sont relevés par les unités de biologie-santé.

11°) Un autre constat partagé par plusieurs équipes de biologie-santé est le risque que la réglementation renforcée sur l'expérimentation animale n'entrave leur action.

12°) On constate que les LabeX (Laboratoire d'excellence) n'ont pas été mis en avant. La façon dont les directeurs d'unité se sont emparés du LabeX porté par Tours est problématique.

Après cet exposé, Virginie Maillard revient sur la création de l'équipe d'accueil en chimie thérapeutique SIMBA et souligne que le projet ne semblait pas abouti. Emmanuel Lesigne précise que si l'exposé de cette équipe extraite de l'unité ISP n'était pas clair, il n'en demeure pas moins que le projet global semble avoir l'adhésion de tous les professeurs et MCF qui composeront cette nouvelle unité.

Ulrike Krampl s'interroge sur les rapports que devraient entretenir nos laboratoires avec les LabeX. Emmanuel Lesigne précise qu'il n'y a pas de modèle unique. Les labeX dans lesquels l'université de Tours interagit (MABIMPROVE, IRON, SYNORG) regroupent un grand nombre de thématiques et aucun ne recoupe exactement le périmètre d'une unité tourangelles. L'établissement devra les inscrire dans son bilan en dehors des unités. Pour les CER, ils devront être intégrés aux bilans des unités. Pour les CETU, il faudra faire un travail particulier car il y a une partie expertise et transfert dans leur activité.

3. Constitution du bureau de la commission recherche

Pour mémoire, le rôle du bureau est de préparer les séances de la commission recherche plénière (examiner l'ordre du jour, nommer des rapporteurs...).

Suite à l'appel lancé lors de la précédente séance, une proposition reprenant toutes les candidatures reçues semble représenter un bon équilibre entre les disciplines, les secteurs et les listes des candidats aux conseils de l'université.

Ainsi, la composition proposée pour ce bureau est la suivante :

- pour le secteur SHS :
 - Professeurs des universités : Evelyne Fouquereau, Valérie Pennequin, Alain Thalineau, Monica Zapata.
 - HDR : Gervasion Semedo
 - Docteur : Samuel Leturcq
- pour le secteur SST :
 - Professeurs des universités : Jean-Charles Billault, Elisabeth Huguet, Patrick Vourc'h
 - HDR : Fabien Lecaille
 - Docteur : Christine Georgelin
- Représentant des personnels BIATSS : Éric Bricout
- Représentant des étudiants : Guillaume Souesme

La commission recherche émet **un avis favorable à l'unanimité** sur cette proposition.

4. Examen des réponses à l'appel à projet « Petits équipements » - *annexe 1*

Il s'agit d'un appel à projet lancé et financé sur le budget de la commission recherche de l'établissement. L'enveloppe allouée cette année s'élève à 30 000 €. Il s'agit d'aider une unité de recherche dans l'acquisition ou la réparation d'un petit équipement scientifique sous réserve d'un cofinancement équivalent et dans la limite de 5 000€.

Emmanuel Lesigne précise que cet appel à projet qui existe depuis plusieurs années a été mis en place à la demande des sciences de la vie et de la santé qui sont in fine les principaux demandeurs pour répondre à un besoin réel et trouver une correspondance dans ce secteur à l'appel à projet pour le financement des colloques qui s'adresse davantage aux SHS.

Après réservation d'une somme de 4 000 € pour une intervention sur le spectromètre de masse de la plateforme « Analyse des Systèmes Biologiques », nous avons reçu cette année, 16 dossiers pour un total de 57 000 €. Plusieurs demandes ne respectent pas la règle du cofinancement au moins équilibré sur un équipement bien identifié. Après avoir écouté les rapporteurs, la commission recherche émet **un avis favorable à l'unanimité** sur la répartition des crédits de l'appel à projet « petits équipements » (cf. annexe n°1).

Un membre de la commission recherche s'interroge sur le contrôle opéré sur les unités dans l'utilisation des crédits alloués. Emmanuel Lesigne rappelle que les sommes sont attribuées à priori sur la base d'un dossier argumenté et discuté en commission recherche. Elles sont ensuite versées sur le budget récurrent des unités sans contrôle a posteriori.

5. Représentants de la commission recherche au sein du CAC de la ComUE

Les statuts de la ComUE – Université Confédérale Leonard de Vinci – prévoient la mise en place d'un conseil d'administration, d'un conseil des membres et d'un conseil académique (CAC).

Ce CAC est composé de 92 membres dont 13 sont issus du CAC de l'université François-Rabelais de Tours.

L'établissement doit par conséquent proposer :

- 10 personnes parmi les chercheurs et enseignant-chercheurs dont au moins 4 sont issus de la commission recherche (CR) et 4 autres de la commission de formations et vie universitaire (CFVU). L'université de Tours a choisi de désigner 5 membres de chaque commission.
- 2 personnes dans le collège des usagers. L'établissement a retenu de proposer 1 étudiant élu de la CR et 1 étudiant élu de la CFVU.
- 1 personne dans le collège des BIATSS

Le CAC plénier de l'université se réunira le 20 juin et élira à cette occasion ses représentants au CAC de la ComUE. Un appel à candidature sera lancé par le service de la Recherche et des Etudes Doctorales auprès des membres de la commission recherche.

Les membres de la commission s'interrogent sur l'avenir de la ComUE dans le contexte où avec le nouveau découpage régionale, les universités de Poitiers, Limoges et La Rochelle se retrouvent dans la Région Aquitaine dans laquelle une autre ComUE existe.

Emmanuel Lesigne rappelle que notre ligne de travail reste la même, à savoir la construction de la ComUE – Université Confédérale Léonard de Vinci – avec l'ensemble des partenaires initiaux.

Après le CAC de la ComUE, Emmanuel Lesigne présente les autres commissions dans lesquelles des membres de la commission recherche doivent être nommés pour y siéger :

- Conseil culturel : il se réunit 3 fois par an. Un représentant de la commission recherche est demandé et il est souhaité qu'il s'intéresse particulièrement à la diffusion territoriale de la culture scientifique, technique et industrielle. L'appel à candidatures sera lancé par le RED.
- Commission des Techniques d'Information et de Communication : La CR émet **un avis favorable à l'unanimité** sur la proposition de nommer Jean-Charles Billault comme représentant de la CR dans cette commission.
- Comité stratégique de politique sociale : Emmanuel Lesigne propose Camille Dreveau. En son absence, la commission repousse le vote à la prochaine séance. Une information supplémentaire sur le rôle et la fréquence de réunions de ce comité est attendue.
- Conseil de la documentation : le représentant de la CR doit être un étudiant. La CR émet **un avis favorable à l'unanimité** sur la proposition de nommer Sarah-Anaïs Achache comme représentante de la CR dans ce conseil.

6. Questions diverses

Nouvel arrêté sur le Doctorat du 25 mai 2016 :

L'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat est le premier texte sur les trois attendus. Cet arrêté ne

conduit pas à des bouleversements sur le doctorat, seulement des modifications. Les textes à venir sur le contrat doctoral et la rémunération des doctorants contractuels devraient davantage changer certaines règles du jeu.

Une remarque générale et préalable qui peut être formulée sur ce texte est la réaffirmation que la formation doctorale est une formation à et par la recherche qui conduit à une expérience professionnelle pour le doctorant et à la production de connaissances nouvelles.

Emmanuel Lesigne note que la philosophie générale du texte est celle d'une défiance vis à vis des directeurs de thèse conduisant à la nécessité de les encadrer.

Les articles sont ensuite balayés et des focus réalisés sur quelques points :

- Article 2 : « Une équipe de recherche participe à une seule école doctorale. Toutefois, à titre exceptionnel, une équipe de recherche appartenant à une école doctorale peut être rattachée à plusieurs écoles doctorales. » Ce dispositif apporte une souplesse nécessaire dans certain cas.
- Article 11 : « Lors de l'inscription annuelle en doctorat, le directeur de l'école doctorale vérifie que les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant et de préparation de la thèse. »
La notion de « conditions financières » révèle une certaine ambiguïté, s'agit-il des conditions financières au sein de l'unité de recherche ou individuelles propres au doctorant ?
- Article 12 : « Prise en application de cette charte, une convention de formation, signée par le directeur de thèse et par le doctorant, indique (...) les droits et devoirs des parties en présence. »
Cette convention de formation écrite est une entière nouveauté qui indique le cadrage initial de la thèse.
- Article 13 : « Un comité de suivi individuel du doctorant veille au bon déroulement du cursus en s'appuyant sur la charte du doctorat et la convention de formation. Il évalue, dans un entretien avec le doctorant, les conditions de sa formation et les avancées de sa recherche. Il formule des recommandations et transmet un rapport de l'entretien au directeur de l'école doctorale, au doctorant et au directeur de thèse »
Cet article prévoit la mise en place d'un comité de suivi individuel du doctorant sans préciser clairement son mode de fonctionnement et sa composition.
- Article 14 : « La préparation du doctorat, au sein de l'école doctorale, s'effectue en règle générale en trois ans en équivalent temps plein consacré à la recherche. Dans les autres cas, la durée de préparation du doctorat peut être au plus de six ans. (...) A titre exceptionnel, sur demande motivée du doctorant, une période de césure insécable d'une durée maximale d'une année peut intervenir une seule fois, »
La durée maximale de la thèse est fixée à 6 ans à laquelle on peut ajouter une période de césure d'un an. La volonté du rédacteur de l'arrêté est que le temps de travail d'une thèse soit équivalent à 3 ans équivalent temps plein.
- Article 15 : « Un portfolio du doctorant comprenant la liste individualisée de toutes les activités du doctorant durant sa formation, incluant enseignement, diffusion de la culture scientifique ou transfert de technologie, et valorisant les compétences qu'il a développées pendant la préparation du doctorat, est réalisé. »
Le portfolio du doctorant regroupe l'ensemble des formations suivies et des compétences acquises par le doctorant.

- Article 16 : « *Le conseil de l'école doctorale fixe le nombre maximum de doctorants encadrés par un directeur de thèse en tenant compte des contraintes liées aux disciplines, notamment les disciplines rares.* »
À noter que dans cet article, le rédacteur a oublié la qualité d'HDR du directeur de thèse. Cet oubli sera prochainement réparé.
- Article 18 : « *Le directeur de thèse participe au jury, mais ne prend pas part à la décision.* »
- Article 19 : « *A titre exceptionnel, et à l'exception de son président, les membres du jury peuvent participer à la soutenance par des moyens de visioconférence ou de communication électronique(...).* »
Cet article vient encadrer la possibilité de participer à une soutenance par visioconférence.

Emmanuel Lesigne lève la séance à 16h50.